

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 17/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX**

Z.I. n 3  
16160 Gond-Pontouvre

Références : 2026 594 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007202063

P.J. : Projets d'arrêté préfectoral de mise en demeure et d'arrêté préfectoral complémentaire

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2026 dans l'établissement SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX implanté ZONE INDUSTRIELLE 16160 Gond-Pontouvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a été réalisée de façon réactive à la suite de l'incendie d'un stockage de petits appareils en mélange (PAM) dans la nuit du 15 au 16 avril 2026. Une visite du préfet a eu lieu à l'occasion de ce déplacement de l'inspection sur le site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE INDUSTRIELLE DE RECUPERATION DES METAUX
- ZONE INDUSTRIELLE 16160 Gond-Pontouvre
- Code AIOT : 0007202063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SIRMET 16 est une installation classée pour la protection de l'environnementn (ICPE) de transit,

stockage, traitement de déchets divers (batteries, bois, carton, ferrailles, déchets d'équipements électriques et électroniques [DEEE], petits appareils en mélange [PAM], aérosols, huile, gaz...), dépollution de véhicules hors d'usage (VHU) et broyage de déchets dont les VHU.

Outre la réglementation en vigueur applicable aux activités de SIRMET, des prescriptions spécifiques à l'entreprise sont précisées dans l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 14 juin 2022. Un nouvel APC a été pris le 13 février 2025 pour acter l'instruction de l'étude de dangers et prescrire les dispositions en matière de prévention et de protection incendie. Un nouvel APC a été publié le 2 mars 2026 pour encadrer le plan de surveillance et la campagne de mesure spécifiques aux retombées d'émissions atmosphériques au sol, émissions susceptibles de contenir des paramètres tels dioxines et furanes.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                 | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 1  | Confinement des eaux d'extinction                 | AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.4.1 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective  | 7 jours               |
| 2  | Moyens complémentaires de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 5    | Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires   | 4 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de démontrer la nécessité de poursuivre le déploiement de mesures visant à réduire les conséquences d'un incendie et à limiter l'envoi des eaux d'extinction dans le milieu naturel.

Un arrêté préfectoral complémentaire portant sur la maîtrise du risque incendie et un arrêté préfectoral de mise en demeure portant sur la maîtrise des écoulements vers le milieu naturel, sont proposés à la signature du préfet.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Confinement des eaux d'extinction**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/06/2022, article 7.4.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |

En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont dirigées vers le bassin de régulation des eaux pluviales d'un volume de 1500 m<sup>3</sup>. Il est étanche et une vanne permet d'isoler du milieu naturel.

+ Article 6 de l'APC du 13/02/2025 : L'exploitant met en place un plan de gestion des eaux d'extinction pour éviter tout débordement dans le réseau des eaux pluviales en cas d'incendie (un confinement total in situ des eaux d'extinction doit être réalisé).

+ Article L.181-3-I du code de l'environnement : L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article L. 161-1 du code minier selon les cas.

### **Constats :**

Lors de l'incendie du 16/04/2026, il s'avère que les eaux d'extinction d'incendie n'ont pas été totalement confinées sur site. En effet, des déversements au milieu naturel ont été relevés, notamment par les pompiers :

- au niveau du point de rejet du bassin de rétention situé à l'ouest de l'entreprise, vers le cours d'eau de la Font Noire, un rejet continu d'eau d'extinction a été observé
- au niveau du point de rejet situé en amont du site (rejet qui transite par le réseau d'eaux pluviales de Grand Angoulême), un rejet plus conséquent a été constaté. Des prises de vue et des vidéos ont été transmises à l'exploitant par courriel du 17/04/2026 (voir ci-après).



*Photographies prises par l'OFB le 16/04/2026*

En outre, le cours d'eau de la Font Noire, comme en témoignent les photos ci-dessus, était couvert d'une épaisse couche de mousse sur une quinzaine de mètres, représentative des émulseurs qui ont été utilisés par les pompiers. De plus, le caniveau à ciel ouvert du réseau d'eaux pluviales était entièrement remplie de mousse.

Ces constats traduisent que :

- pour la partie aval, la vanne d'isolement du bassin de confinement des eaux d'extinction n'est

|   |
|---|
| <p>pas étanche ;</p> <p>- pour la partie amont, les opérations limitant le débordement du pré-bassin n'ont pas permis d'éviter le déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Enfin lors de la visite, il a bien été constaté que les eaux d'extinction dans le bassin étaient en cours de pompage.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant :</b></p> <p>- sous 7 jours, de rendre la vanne aval du bassin de confinement des eaux d'extinction totalement étanche et de mettre en place un dispositif autonome (ou tout dispositif équivalent), au niveau du pré-bassin, pour déclencher le relevage des effluents vers le bassin de confinement, sans action humaine (ce dispositif autonome doit être associé à une alimentation électrique secourue) ;</p> <p>- sous 7 jours, de réaliser des investigations environnementales des eaux dans les cours d'eau où des eaux d'extinction ont été rejetées, ainsi que des sols (berges, parois, sédiments...) impactés et, a minima, sur les paramètres PFAS, AOF, hydrocarbures totaux. Dans le cas où des mesures de gestion devraient être mises en œuvre, elles le sont au plus tard sous 21 jours.</p> <p>Un projet d'arrêté de mise en demeure est proposé sur les items supra.</p> <p>Enfin, il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de produire les bordereaux de suivi de déchets dangereux de traitement, dans une filière ad hoc, des eaux d'extinction résultant de l'incendie du 16/04/2026.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>   |

**N° 2 : Moyens complémentaires de lutte contre l'incendie**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/02/2025, article 5</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défense.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Au vu des incendies qui sont observés sur cet établissement avec une périodicité rapprochée, l'exploitant avait envisagé l'installation fixe de lances monitors et de surpresseurs au niveau des zones de broyage et de cisailage (dispositifs rendus autonomes, en cas de coupure électrique, grâce à des groupes électrogènes associés).</p> |

Fin mars 2026, l'exploitant avait indiqué à l'inspection avoir abandonné cette disposition. Celle-ci nécessiterait en effet un volume d'eau trop important que le site ne permettrait pas d'accueillir, ainsi que des moyens de surpression des réseaux.

Toutefois et au regard de l'accidentologie de l'établissement et de l'impact généré, il apparaît nécessaire de renforcer les moyens de lutte contre des départs de feu, le temps que le dispositif opérationnel des pompiers soit mis en place. À cet effet, doter l'établissement de plusieurs lances monitors et/ou de canons pré-positionnés sur les secteurs sensibles et sujets à des départs de feu récurrents (PAM...) s'avère indispensable.

Le fonctionnement de ces équipements devra être rendu possible, à la fois en local et à distance, pour permettre d'initier les opérations d'extinction dès la détection de l'incendie.

Lors de la visite du site, il a également été constaté que :

- les pompiers ont eu recours à une quantité importante de produits additifs mouillants (tensio-actifs) ; il est à noter que les deux derniers sinistres (fin mars et mi avril 2026) ont nécessité près de 2 m<sup>3</sup> d'additifs par les pompiers. Il a ainsi été évoqué lors de cette visite de la nécessité que l'exploitant mène une réflexion pour disposer de produits mouillants/émulseurs en propre sur son site et revoir ses capacités en ressources en eau ;
- la réserve incendie de 360 m<sup>3</sup> a été totalement vidée par les pompiers, qui ont dû recourir également à l'eau des poteaux incendie publics. Il est à noter que, lors de la visite, le remplissage de la réserve était en cours.



*Bâche souple vidée en cours de remplissage (360 m<sup>3</sup>)*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous 4 mois, d'engager les réflexions et les démarches pour doter son établissement d'équipements complémentaires de lutte contre l'incendie pour gagner davantage en autonomie et lancer, dès la détection d'un départ de feu, les premières actions de lutte nécessaires pour limiter les conséquences du sinistre.**

**Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens.**

**Enfin, ce même projet d'arrêté impose à l'exploitant de disposer sur son site de ressources complémentaires en additifs mouillants/émulseurs et en eau, pour laquelle il convient d'évaluer la**

quantité pour répondre au besoin du SDIS.

Il est demandé à l'exploitant, sous une semaine, de justifier que la réserve incendie de 360 m<sup>3</sup> est de nouveau opérationnelle à sa pleine capacité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 4 mois